

a déclaré. Un grand nombre d'événements importants se sont produits dans le monde et je sais que bon nombre de députés aimeraient savoir ce que le secrétaire d'État pense de ces événements, comme ceux qui se sont déroulés en Union soviétique, en Chine, etc. Je m'attendais à un exposé à jour.

**L'hon. M. Martin:** L'honorable député me demande de parcourir un champ très vaste, mais je tenterai de le renseigner s'il veut bien me poser des questions. Cependant, pour répondre à la demande de l'honorable député d'Edmonton-Ouest, je vais maintenant traiter d'un sujet d'actualité. Je pourrai peut-être parler plus tard des autres questions que l'honorable député vient de mentionner si lui ou d'autres députés veulent bien me poser des questions précises.

Je veux parler, bien entendu, des nouvelles selon lesquelles l'OTAN serait aux prises avec de sérieuses difficultés. Je ne veux pas cacher au comité que, depuis quelques semaines, j'ai été extrêmement inquiet, car certains de nos principaux alliés semblent courir à un affrontement qui pourrait avoir des répercussions d'une portée incalculable pour l'alliance occidentale. Il y a deux ou trois semaines, des nuages noirs semblaient s'amonceler au-dessus de l'Europe de l'Ouest. A Paris le 2 novembre exactement, le ministre des Affaires étrangères de la France, M. Couve de Murville, avec la franchise qu'on lui connaît, signalait les dangers qu'il voyait poindre: danger de détérioration des relations franco-allemandes, danger guettant le Marché commun européen au cas où les Six ne s'entendraient pas sur le prix des céréales, danger pour l'OTAN si l'Allemagne et les États-Unis allaient exécuter leur projet d'établir une force multilatérale composée de navires à personnel mixte, équipés de projectiles Polaris, et qui serait possédée, dirigée et financée conjointement par les nations participantes.

Je puis dire aujourd'hui, en pensant aux événements des dernières semaines, que grâce aux efforts qui ont été déployés des deux côtés de l'Atlantique par un certain nombre de pays, il semble qu'avec encore un peu de temps—et je crois que l'avenir en témoignera—des accommodements peuvent être obtenus à l'égard de certaines des questions fondamentales, sinon à l'égard de toutes. Néanmoins, je ne saurais prétendre que tout est satisfaisant, dans le monde atlantique et il ne conviendrait pas, d'autre part, de révéler le détail de ce que nous savons des éléments des problèmes auxquels d'autres pays font face, en nous fondant sur les consultations et les entretiens que nous avons eus au Canada et sur les consultations et les entretiens que nos chefs de mission dans d'autres capitales ont eus avec des représentants de gouvernements amis. Nous voulons nous tenir au courant, mais

nous voulons aussi exercer toute influence que nous pourrions faire jouer en vue de la solution de ces problèmes, dans l'espoir que la conciliation pourra être encouragée et que la collaboration pourra être renforcée entre tous nos alliés, des deux côtés de l'Atlantique, de façon à maintenir et à développer la nature essentiellement transatlantique de la collectivité de l'OTAN qui est, bien entendu, d'importance vitale pour le Canada.

Au cours de la semaine écoulée, des consultations ont eu lieu à Ottawa avec les ministres des Affaires étrangères de la Belgique et de la Norvège, et nous avons eu des entretiens, comme je viens de le dire, avec les représentants d'autres pays, tant ici dans la capitale que par l'intermédiaire de nos missions à l'étranger. Par conséquent, la nature même de notre situation nous oblige à reconnaître combien le Canada dépend, tout comme les autres pays de l'OTAN, de la sécurité collective. Nous vivons dans un monde où les membres du groupe de l'OTAN doivent procéder avec des forces entièrement équilibrées pour assurer leur défense, sur une base purement nationale, par la voie de l'effort collectif. Au Canada, notre situation même nous force à réaliser une défense équilibrée en rendant nos forces armées, et donc nos programmes, solidaires de ceux des autres membres de l'Alliance atlantique.

Certains de nos alliés, nous le savons tous, préféreraient que leurs forces soient organisées sur une base exclusivement européenne et non atlantique, si cette dernière signifie la cession aux États-Unis du droit ultime de décision sur des problèmes vitaux de sécurité nationale. D'autre part, nous savons que le premier ministre de la République française M. Pompidou, estime qu'une force de défense exclusivement européenne—force de défense de l'Europe qui ne serait pas assistée en dernier lieu par les États-Unis—est considérée comme une hypothèse tout à fait insoutenable. Autrement dit, il existe une large mesure d'entente sur les objectifs et les hypothèses de base de l'Alliance, même dans ce domaine hautement litigieux où il s'agit de savoir comment mettre au point les modalités de la planification et de la surveillance militaires et s'il faut insister sur l'aspect européen ou atlantique de la défense.

Il va sans dire que nous nous intéressons particulièrement à l'évolution de la politique étrangère de la France, comme tous les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord d'ailleurs. Et c'est assez normal. Une forte partie de notre population est de culture française, et c'est une politique bien établie du gouvernement actuel et des gouvernements précédents d'établir des relations satisfaisantes avec la France. C'est